



Convention de mise à disposition de moyens humains, techniques et logistiques dans le cadre de l'examen professionnel de sergent de sapeurs-pompiers professionnels organisé par le Service départemental d'incendie et de secours du Pas-De-Calais au titre de l'année 2024

établie en application :

- du Code Général de la Fonction Publique ;
- de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- du décret n° 90-850 du 25 septembre 1990, modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- du décret n° 2012-521 du 20 avril 2012, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;
- du décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels ;
- du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013, modifié, relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

ENTRE : Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, désigné ci-après sous le terme « CdG62 », représenté par son Président, Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° 2022/15 du 15 mars 2022 ;

D'une part,

Et

Le Service Départemental d'incendie et de Secours du Pas-De-Calais, désigné ci-après sous le terme « SDIS 62 » représenté par son Président, Monsieur Raymond GAQUÈRE agissant en vertu de la délibération n° 2022-03-03-BU-N°12-PREC du Bureau du Conseil d'Administration du 03 mars 2022 ;

D'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser la coopération relative à l'organisation de l'examen professionnel de sergent de sapeurs-pompiers professionnels - session 2024, entre le SDIS62 et le CdG62.

Le CdG62 met en particulier à la disposition du SDIS 62, des moyens humains, techniques et logistiques pour aider ce dernier à organiser l'examen professionnel cité ci-dessus.

Cette coopération s'inscrit dans le cadre du calendrier prévisionnel défini comme suit à ce jour :

Période de pré-inscription : du 5 mars 2024 au 10 avril 2024

Date limite de dépôt des dossiers : le 18 avril 2024

Dates de l'épreuve orale : à partir du 17 septembre 2024

Réunion d'admission : le dernier jour de passage de l'épreuve orale

Toute modification de ce calendrier fera l'objet d'un accord commun entre le SDIS62 et le CdG62.

Article 2 : Compétences et obligations du SDIS62

L'ensemble des modalités d'organisation de l'examen professionnel est fixé par le SDIS62, en accord avec le CdG62.

Il fait parvenir au CdG62 tous les éléments qui permettront à celui-ci d'apporter l'aide attendue (humaine, juridique, technique et logistique) pour l'organisation de l'examen professionnel dans les meilleures conditions possibles.

Des réunions et points d'étapes seront organisés autant que de besoin afin que la collaboration entre le SDIS62 et le CdG62 soit la plus efficace possible.

Le SDIS62, organisateur de l'examen professionnel de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, gère ainsi notamment :

- 2-1 L'ouverture de l'examen professionnel (rédaction et signature de l'arrêté d'ouverture de l'examen professionnel) ;
- 2-2 La publicité de l'ouverture de l'examen professionnel selon les dispositions réglementaires en vigueur ;
- 2-3 L'information des candidats tout au long du déroulement des inscriptions et des épreuves ;
- 2-4 La création sur son site internet d'un lien renvoyant sur le site du CDG62 (page de pré-inscription du logiciel métier) les candidats souhaitant s'inscrire à l'examen professionnel de sergent de sapeurs-pompiers professionnels session 2024 ;
- 2-5 L'assistance à l'instruction des dossiers d'inscription (état des services, arrêtés de carrière...) par la communication des informations nécessaires et, le cas échéant en missionnant son personnel auprès du CdG62 ;

- 2-6 La validation de la liste des candidats admis à concourir ;
- 2-7 La désignation des membres du jury et de l'ensemble des intervenants (membres du jury et examinateurs spécialisés de la filière des sapeurs-pompiers professionnels) ;
- 2-8 La conception, sous l'autorité du jury, de la grille d'évaluation de l'épreuve orale d'admission ;
- 2-9 Les réunions de jury ;
- 2-10 L'établissement des listes des candidats admis ;
- 2-11 L'établissement, la publicité et la mise à jour de la liste d'admission ;
- 2-12 L'établissement de tous les actes réglementaires entrant dans sa compétence d'organisateur de l'examen professionnel ainsi que leurs transmissions au contrôle de légalité et la mise en œuvre des formalités de publicité ;
- 2-13 La gestion des recours contentieux et précontentieux (demandes des candidats, recours gracieux, rédaction des mémoires...).
- 2-14 La communication de tous les éléments nécessaires à l'établissement des documents suscités et au bon déroulement de l'examen professionnel.

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible de comporter d'autres tâches, à la charge du SDIS62, nécessaires ou utiles à la bonne organisation de l'examen professionnel qu'il ouvre au titre de la session 2024, dans le cadre et conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 : Compétences et obligations du CdG62

Le CdG62 gère, quant à lui :

- 3-1 L'élaboration du budget estimatif relatif à sa participation ;
- 3-2 La proposition de désignation des membres du jury (élus et fonctionnaires hors filière des sapeurs-pompiers) ;
- 3-3 La création au sein de son logiciel métier de la session dédiée de l'examen professionnel 2024 et toutes les démarches relatives au paramétrage de ce logiciel ; La résolution, avec les candidats, des problèmes techniques rencontrés lors de leur inscription et du suivi de la candidature ;
- 3-4 La rédaction des modèles de dossiers d'inscription et de tous les documents relatifs à l'inscription des candidats ;
- 3-5 La gestion et l'instruction des dossiers d'inscription ; le cas échéant avec le renfort du personnel missionné par le SDIS62 ou par le remboursement au CdG62 des coûts liés au recrutement du personnel nécessaire ;
- 3-6 La reprographie et la mise sous pli de tous documents nécessaires à la tenue de l'examen professionnel ;
- 3-7 La préparation matérielle des épreuves orales ;
- 3-8 La rédaction et l'envoi via le logiciel concours des demandes de pièces complémentaires au dossier d'inscription, des convocations aux candidats à l'épreuve d'admission et des courriers de résultats sur la base des documents transmis par le SDIS62 ;
- 3-9 L'aide à la préparation des procès-verbaux et compte-rendu pour les réunions de jurys sur la base des documents transmis par le SDIS62 ;
- 3-10 L'aide juridique et pratique requise par toute l'organisation de l'examen professionnel dont la rédaction de modèles d'arrêtés, procès-verbaux, convocations, courriers divers aux candidats à valider par le SDIS62.

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible de comporter, en coordination avec le SDIS62, d'autres tâches, à la charge du CdG62, nécessaires ou utiles au bon déroulement de l'examen professionnel.

Les personnels du CdG62 intervenant dans le cadre de l'organisation de l'examen professionnel objet du présent partenariat demeurent sous l'entière responsabilité du CdG62 qui assurera notamment la prise en charge des éventuels accidents de service dont seraient victimes ses agents dans le cadre de l'organisation de l'examen professionnel.

Article 4 : Conditions financières

Le SDIS62 remboursera au CdG62 les frais engagés par celui-ci pour l'aide et la prestation de services apportées à l'organisation de l'examen professionnel au titre de l'année 2024.

Une estimation financière est jointe à la présente convention (annexe 1). Cette estimation financière se décline en différents types de dépenses énumérées ci-dessous:

- Travaux d'imprimerie ou de reproduction ;
- Fournitures diverses ;
- Coût salarial des agents chargés des différentes tâches d'organisation de l'examen professionnel ou intervenants en réunions préparatoires ;
- Frais de déplacements liés aux réunions et à l'organisation de l'épreuve ;
- Rémunérations de toutes natures et charges afférentes à la participation des différents intervenants aux concours ne relevant pas de la filière des sapeurs-pompiers (membres du jury, examinateurs, frais de déplacement, frais de restauration et d'hôtellerie...) sur la base des barèmes de rémunération applicables ;
- Frais afférents aux charges de structure et de gestion courante ;
- Les charges salariales éventuelles liées au recrutement pour l'instruction des dossiers d'inscription.

Cette liste n'est pas exhaustive. Toutefois, toute dépense non prévue par la présente convention devra préalablement être validée par le SDIS62.

La rémunération et les frais de déplacement des membres du jury et examinateurs de la filière des sapeurs-pompiers n'est pas incluse dans cette estimation financière. Celle-ci sera assurée directement par le SDIS62 et par les SDIS ayant signé une convention de partenariat avec le SDIS62.

Article 5 : Avances forfaitaires et modalités de paiement

Une avance forfaitaire pourra être sollicitée, à hauteur de 50 % du budget prévisionnel de 12 507.84 € (établi sur la base de 200 inscrits).

Le solde restant sera versé après la publication de la liste d'admission et l'établissement par le CdG62 du coût total de l'examen professionnel.

Le paiement des coûts engagés par le CdG62 s'effectuera sur présentation d'un état détaillé et de l'avis de paiement adressé par l'agent comptable chargé du recouvrement des recettes du CdG62.

Le cas échéant, le mandat sera établi déduction faite de l'avance versée.

Dès réception du mandat, le SDIS62 procédera au paiement des sommes dues.

Article 6 : Responsabilité

Le SDIS62 assumera l'ensemble des risques inhérents à l'organisation de l'examen professionnel prévu par la présente convention.

Toutefois, le SDIS 62 se réserve la possibilité d'engager à l'encontre du CdG62 une action récursoire dans l'hypothèse où la faute à l'origine du litige serait imputable au CdG62.

De surcroît, ne sont pas comptabilisés dans le coût estimatif figurant en annexe de la présente convention les frais que le SDIS62 serait amené à engager notamment dans le cas :

- Où le jury déciderait d'annuler l'épreuve et d'en organiser une nouvelle ;
- Où l'autorité organisatrice déciderait d'annuler l'ouverture de l'examen professionnel ;
- De recours contentieux, y compris les frais éventuels de procédure et tout autre frais découlant de la décision de justice ;
- D'une éventuelle réorganisation de toute ou partie de l'examen professionnel.

Le cas échéant, le CdG62 s'engage à fournir, dans les plus brefs délais, toutes les informations et tous les documents de nature à permettre au SDIS62 de gérer les éventuels recours gracieux ou contentieux découlant de l'examen professionnel.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est valable pour l'examen professionnel cité dans son article premier.

Elle prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties et prendra fin à l'expiration des délais de recours contentieux ou à l'issue des contentieux engagés dans le cadre de l'organisation de l'examen professionnel.

Article 8 : Avenant

Toute décision susceptible de modifier l'une des dispositions de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui sera soumis à la signature des deux parties.

Article 9 : Litiges

Tout litige résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable entre les représentants du CdG62 et du SDIS62, désignés par chaque partie.

A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Lille.

Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties avant la publication de l'arrêté portant ouverture de l'examen professionnel.

Elle ne pourra être résiliée après l'arrêté portant ouverture de l'examen professionnel que de manière unilatérale par le SDIS 62 en sa qualité d'autorité organisatrice de l'examen professionnel.

Fait à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le

Lu et approuvé

Le Président du Centre de Gestion

Fait à SAINT-LAURENT-BLANGY, le

Lu et approuvé

Le Président du Conseil d'administration
du Service Départemental d'incendie et de Secours
du Pas-de-Calais